

TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un Expert en élaboration de la stratégie de plaidoyer Agroécologique dans le cadre du projet : « Appui à la Transition Agroécologique par les OSC en Afrique de L'Ouest (APAESC-AO) »

Intitulé du programme :	Programme de transition agroécologique en Afrique de l'Ouest
Lieux (x) :	Mali/Bamako
Portée de l'action :	Nationale
Intitulé de l'activité :	Elaboration de la stratégie de plaidoyer agroécologique.
Code Budgétaire :	R11556
Code Activité :	C1004
Période de mise en œuvre :	Novembre/Décembre 2024
Résultat attendu :	La Stratégie nationale de Plaidoyer est élaborée

1. Contexte et enjeux

Ces dernières années, le Mali fait face à de nombreuses crises politiques, sécuritaires, économiques. A cela s'ajoute, la forte croissance démographique de sa population, l'insécurité alimentaire chronique et les changements climatiques avec des vagues de chaleurs et des fortes inondations. L'évolution de la campagne agropastorale en cours est perturbée par des inondations liées aux fortes pluies et à la forte crue sur les cours d'eau qui ont engendré des pertes importantes de superficies de cultures pratiquement dans toutes les régions y compris dans des bassins de production. Au 15 septembre 2024, 544 172 ha de cultures ont été inondées selon le système de suivi des inondations de la FAO. La réduction des superficies liée à l'insécurité combinée aux pertes de superficies par inondation et dégâts des déprédateurs en plus des difficultés d'accès aux intrants agricoles, engendreront une baisse des productions agricoles en dessous de la moyenne dans le pays.

Des inquiétudes se dressent quant à la capacité des exploitations familiales à inverser la tendance de la dégradation des terres cultivées pour nourrir leurs membres, et à générer des revenus suffisants pour couvrir leurs besoins essentiels.

L'agriculture intensive à travers l'utilisation des intrants chimiques, aussi bien à l'échelle des petites exploitations conduites par les agriculteurs familiaux que des grands pôles de croissance développés par l'Etat, a été et reste la voie royale promue par le gouvernement malien pour réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sa population, et lutter contre la pauvreté des ménages. Entre-temps, à la faveur d'une volonté politique progressive et de la crise Ukrainienne ayant provoqué l'indisponibilité des intrants chimique, on constate un engagement croissant de

l'État en faveur des pratiques agroécologiques : Un point focal pour l'agroécologie a été nommé au sein de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) et l'Etat a augmenté la part des subventions pour les engrais organiques à 60% pour la campagne agricole 2022-2023. Seulement, aucune politique publique ne positionne encore l'agroécologie comme une option pour le développement durable de l'agriculture malienne. L'État n'a pas non plus développé de politique ou de stratégie nationale en matière d'agroécologie, bien que la DNA ait récemment lancé un processus d'harmonisation des différentes approches agroécologiques, ce qui peut être considéré comme un premier pas dans cette direction et doit absolument être poursuivi.

Pour pallier le défi d'insécurité alimentaire l'alternative la plus sûre et la plus durable est d'adopter une politique forte de transition agroécologique dans les systèmes alimentaires.

Plus qu'un concept, l'agroécologie est une réponse alternative aux crises climatiques, environnementales, alimentaires qui persécutent éperdument les systèmes de production au Mali. Ces défis nécessitent que des politiques soient élaborées et mises en œuvre en réponse aux besoins alimentaires spécifiques. Selon la littérature et les études récentes, l'agroécologie apparaît de plus en plus comme une réponse pertinente à la problématique d'adaptation agricole des régions sèches, que ce soit en matière de gestion de l'eau, de préservation du sol contre l'érosion ou de gestion de la fertilité des sols. A fortiori dans un contexte où ces régions sont particulièrement touchées par le changement climatique (baisse des précipitations, accroissement des températures, multiplication des événements climatiques extrêmes).

C'est au vu de ce constat qu'OXFAM Mali avec le financement du programme régional « APPUI A LA TRANSITION AGROECOLOGIQUE PAR LES OSC EN AFRIQUE DE L'OUEST (APAESC-AO) » en vue de renforcer le mouvement agroécologique et promouvoir la transition vers un système alimentaire agroécologique en Afrique de l'Ouest notamment au Mali, Niger, Burkina Faso.

Ce programme met l'accent particulièrement sur le plaidoyer, l'influence et le lobbying ainsi que le renforcement structurel des institutions existantes et vise surtout à influencer les politiques au niveau national, régional et local.

Cette activité vise donc à renforcer le processus de transition agroécologique au Mali à travers des actions de sensibilisation, d'information et de plaidoyer auprès de tous les acteurs impliqués dans la dynamique. Cette activité permettra de réunir tous les acteurs clés autour d'un cadre riche d'échange afin qu'ils puissent proposer des pistes d'actions pour la réussite de la dynamique de plaidoyer et d'influence en faveur de la transition agroécologique au Mali.

Les présents Termes de Références (TDRs) sont élaborés pour le recrutement d'un consultant pouvant élaborer la stratégie de Plaidoyer nationale sur l'agroécologie ainsi, ce dernier devrait mettre en place un réseau d'acteurs dynamiques qu'il formera et accompagnera pour que ces derniers puissent porter des messages de plaidoyer de la transition agroécologique à qui de droit.

2. Consistance et objectifs de la mission :

La mission est lancée dans le cadre du projet « Appui à la Transition Agroécologique par les OSC en Afrique de L'Ouest (APAESC-AO) ». Ce projet est mis en œuvre par Oxfam Mali en consortium avec la CAD Mali, la CNOP, IRPAD et le Réseau Wassa Mali.

3. Objectif général

Le présent terme de référence a pour objet global d'accompagner et de renforcer les capacités des partenaires dans le développement d'une stratégie nationale et des actions de plaidoyer, fondées sur des observations de terrain et sur des travaux scientifiques d'évaluation d'initiatives afin d'influencer les politiques publiques en faveur de l'agroécologiques au niveau local, régional et national.

4. Objectifs spécifiques :

- Renforcer les capacités des organisations à travers une induction approfondie au processus d'élaboration d'une stratégie de plaidoyer
- Identifier avec les partenaires clés les principaux axes et thématiques de la stratégie agroécologique,
- Doter les organisations de la société civile maliennes d'une stratégie de plaidoyer agroécologique qui s'inscrit dans la stratégie régionale d'influence d'Oxfam en Afrique de l'Ouest.

5. Résultats attendus :

- Les capacités des organisations sont renforcées à travers une induction approfondie au processus d'élaboration d'une stratégie de plaidoyer
- Les principaux axes et thématiques de la stratégie sont Identifiés conjointement avec les partenaires agroécologiques au Mali,
- Les organisations de société civile maliennes sont Dotées d'une stratégie de plaidoyer agroécologique qui s'inscrit dans la stratégie régionale d'influence d'Oxfam en Afrique de l'Ouest.

6. Approche Méthodologique :

Le projet est basé sur une approche participative qui associe les communautés et l'ensemble des acteurs clés pour la promotion de l'agroécologie. L'agroécologie a déjà fait ses preuves dans l'amélioration des performances, et pour l'appropriation et la durabilité des systèmes de production agricole malien en particulier.

La mission sera confiée à un consultant de renommé international, qui coordonnera toutes les étapes du processus. Il s'agira tout d'abord d'identifier sans exclusion des parties-prenantes à tous les niveaux, notamment société civile, les femmes et les jeunes. Il procèdera à une revue documentaire et des concertations avec des parties prenantes, pour s'imprégner de l'existant en matière de disposition règlementaires et politiques, afin d'orienter les actions de la stratégie en

tenant compte des goulots d'étranglements existants. S'ensuivra un atelier de 3 à 4 jours avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus pour élaborer une théorie de changement basée qui fera sortir le changement ultime rechercher par la stratégie et les changements intermédiaires nécessaires pour aboutir au changement ultime. Cet atelier permettra aussi de dégager les actions clés de la stratégie et les opportunités dans le pays pour dérouler ces actions.

7. Descriptif de la cible

- ➔ Services techniques déconcentrés de l'Etat :
Direction Nationale d'Agriculture et leurs services déconcentrés au niveau local,

Direction Nationale des Productions et Industries animales et ses services déconcentrés,

Les chambres d'Agriculture
- ➔ Ministères
 - Ministère de l'environnement (secrétariat d'état chargé du développement durable)
 - Ministère de l'agriculture, de la pêche, du développement rural et des eaux et forêts (Direction de la lutte contre la désertification et de la protection de la nature)
- ➔ Institutions et centres de recherche
- ➔ Organisations de la Société civile (Organisations paysannes, gardiens des semences paysans, leaders communautaires, ONG, groupement de femmes, de jeunes, associations et autres)
- ➔ Médias
- ➔ Autres (coopératives, agriculteurs, etc.)

§

8. Qualification et Expertise:

- Des compétences justifiées d'élaboration de stratégie de plaidoyer en matière de mise en réseau
- Des compétences significatives dans l'influence sur les politiques et les stratégies publiques
- Des compétences en techniques d'animation d'ateliers
- Expertise (et expérience) dans les méthodes de plaidoyer, de mobilisation et/ou de lobbying ;
- Connaissance en accompagnement de la société civile, idéalement en matière de plaidoyer et influences ;
- Expertise dans le renforcement des capacités des OSC en matière des politiques publiques ;
- Bonne capacité d'organisation, d'analyse, de planification et de rédaction ;
- Connaissances en agroécologie, préservation des ressources naturelles, changements climatiques,

- Connaissance des thématiques : transition agroécologique, développement durable, gestion des ressources naturelles, etc...
- Networking (médias, cadre d'échange, etc.)
- Excellente maîtrise des langues française et Bambara.

Statut des soumissionnaires :

Toute personne souhaitant répondre à cette offre doit impérativement avoir un statut de consultant individuel ou bureau et être en règle en matière de prestations dans le pays.

9. Délais :

Durée de la consultation du 25.11.2024 au 24.12.2024.

10. Pièces à fournir :

Prérequis :

Les consultants ou cabinets doivent être à jour dans les documents administratifs et fiscaux et les fournir dans le dossier de soumission :

- **Registre de commerce ;**
- **NIF** (pour les consultants indépendants, en absence du NIF une retenue de 15% est appliquée au titre de l'IBIC) ;
- **Quitus fiscal à jour à la date de clôture ;**
- **Diplômes d'études supérieures** dans les sciences sociales, environnementales, agronomiques, gestion des ressources naturelles avec une expérience similaire dans l'élaboration des stratégies de plaidoyer
- **Des copies légalisées des diplômes à fournir dans le dossier**
- **Attestation de TVA à jour à la date de clôture du dossier.**

1. Critères d'évaluation technique :

CRITERES	POINTS MAX.
EXPERIENCES <ul style="list-style-type: none"> ○ Preuves d'expérience en élaboration de stratégie ou de participation à une stratégie nationale (Attestation de service fait, recommandations, etc) ○ Preuves d'Expérience avérée dans le plaidoyer dans le domaine de la transition écologiques ○ Preuves d'Expériences dans le renforcement des capacités des OSC en matière des politiques publiques 	45

Description de l'approche du travail/proposition technique/méthodologie, planning des activités bien détaillé	15
Compétence et preuve d'expérience en agroécologie, préservation des ressources naturelles, changements climatiques, transition agroécologique, développement durable	10
Total max.	70

Seulement les candidats ayant obtenu un minimum de 40 points sur les critères techniques ci-dessus seront pris en compte pour l'évaluation financière.

Les offres seront évaluées selon le principe du meilleur rapport qualité-prix, qui consiste à sélectionner l'offre qui répond le mieux aux besoins d'Oxfam et qui présente le meilleur retour sur investissement.

La notation finale des candidats présélectionnés tiendra compte de la note technique et de la note financière :

Critères	Répartition	Max. Point
Score technique	70%	70
Score financier	30%	30

Le candidat le mieux classé ou ayant l'offre la plus avantageuse pour OXFAM sera sélectionné.

Tout(e) candidat(e) intéressé(e) devra envoyer avant le **26 novembre 2024 à 12H00mn.**

En tant que candidat potentiel à cette étude, si vous avez des questions, vous pouvez envoyer un message à malitenders@oxfam.org.uk avant le 20 novembre 2024 et Oxfam enverra les réponses avant le 23 novembre 2024.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés en **02 exemplaires** à l'adresse OXFAM/Mali **Korofina Nord - Rue : 124 – Porte : 226 - Bamako** dans une enveloppe scellée et anonyme indiquant la référence « **Recrutement d'un Expert en élaboration de la stratégie de plaidoyer Agroécologique** » avant la date limite de réception des dossiers ci-dessus indiquée.

Les dossiers de soumission incomplets seront rejetés.